

18 fr. LE RÉPUBLICAIN 5 CENT. LE NUMÉRO. JOURNAL DE LYON.

Table with 5 columns: ABONNEMENTS, ON S'ABONNE, RÉDACTION, ADMINISTRATION, ANNONCES. Contains subscription rates and contact information.

Lyon, 19 mai,

Une des causes du malaise qui pèse sur le pays, est dans l'énormité des impôts occasionnés par la fausse position, dans laquelle l'Europe se trouve depuis 1830.

Chaque gouvernement a craint pour lui les agressions de ses voisins, et par suite de cette disposition générale des esprits, a été entraîné à mettre sur pied de guerre de nombreuses armées, qu'il a fallu nourrir et équiper en pure perte pour la richesse réelle produite dans le pays.

On a ainsi arraché des centaines de mille hommes à l'agriculture et à l'industrie, sans aucune compensation. Et les nations, occupées à s'observer, oubliaient le but à atteindre, le perfectionnement physique et moral de l'homme.

La diplomatie, qui joue dans les rapports des nations à peu près le même rôle que les gens de lois dans les affaires civiles, a tellement embrouillé les questions que toute sécurité a disparu.

La production, la circulation et l'échange des produits du travail ne s'accomplissent qu'au milieu de la crainte et de l'anxiété des commerçants qui, avant tout, ont besoin de sécurité pour se livrer à leurs opérations.

Un des premiers soins de la Législative sera de rechercher les moyens de faire cesser cette incertitude générale des Peuples sur leur avenir.

Le moyen le plus simple et le plus rationnel de rentrer dans le concert européen, sera de faire concourir les forces de la France à l'établissement de gouvernements libres dans toute l'Europe, et d'appeler tous les Peuples à formuler leur volonté par l'établissement du suffrage universel, ainsi que la reconnaissance des droits sacrés que la nature reconnaît à chaque individu.

Dès lors on comprend facilement que la France, entourée de nations amies, n'aura plus à craindre les projets ambitieux d'un Nicolas, ou la haine d'une aristocratie étrangère. Les questions inter-nationales se videront par des arbitres.

Les armées de l'Europe employées à des œuvres d'utilité générale, loin de coûter au pays, l'enrichiront, c'est une dette que chaque citoyen devra payer en retour de l'éducation qu'il aura reçue gratuitement de la société.

Ainsi, une armée de 490 mille hommes intruits, courageux, répandus sur le sol de la France, en changeraient l'aspect en dix ans et doubleraient le revenu public tout en contribuant au bien être de particuliers.

Mais cette utopie n'est réalisable qu'avec la solidarité des

Peuples et l'établissement de la République par toute l'Europe. Jamais occasion ne fut aussi favorable pour la réussite d'un semblable projet.

Il est certain que cinquante mille hommes jetés en Italie au secours de la révolution, changeraient la face des choses.

Les Autrichiens rejetés sur Vienne seraient écrasés entre les Français et les Hongrois, et l'insolente monarchie des Habsbourg, cette ennemie acharnée des Peuples, disparaîtrait de la politique. Les Français, réunis aux Hongrois, accompliraient la grande réparation humanitaire que notre siècle attend : La restauration de la Pologne et l'affaiblissement du colosse russe, ce danger permanent de la civilisation.

L'Allemagne qui frémit se lèverait en masse au bruit de nos tambours et renverserait la féodalité qui l'opprime.

L'Europe constituerait une grande confédération de Républiques. La plus grande sécurité règnerait alors et le commerce débarrassé de toute entrave, de toute incertitude pourrait acquiescer, par la protection et la sollicitude de la société toute entière, un développement dont rien ne peut donner une idée aujourd'hui.

Conspiration blanche.

(Suite.)

Chaque jour nous recueillons des renseignements nouveaux sur le complot qui a failli embraser notre ville et noyer la population dans des flots de sang. Aux faits que nous avons publiés et sur l'exactitude desquels il n'est pas possible d'élever aucun doute, nous ajouterons les suivants qui nous sont parvenus hier.

Des balles libres ont été distribuées aux troupes; chaque soldat en a reçu dix.

Le 49e de ligne, établi au camp de Caluire, a été occupé, dans la journée de jeudi, par l'ordre du général Bugeaud, à couper les balles en quatre. Ainsi ce n'est pas seulement une bataille que voulait le héros de la rue Transnonain, mais un lâche assassinat! Honte et malédiction sur le monstre qui a pu concevoir un pareil projet! Quel crime ont donc commis nos soldats pour être condamnés à exécuter ces ordres barbares? Est-ce bien à une armée française que l'on ose proposer d'employer contre leurs concitoyens, des moyens que les lois de la guerre tiennent comme infâmes devant l'ennemi? Ils sont repoussés avec horreur, et c'est l'âme pleine d'indignation que des militaires, en qui nous avons toute confiance, nous ont rapportés ces faits, nous proposant de les certifier par leurs signatures!

Depuis quelques jours, Bugeaud frémit de rage. Le résultat

des élections l'exaspère; il veut à tout prix un combat pour regagner la position qui lui échappe. Il faut qu'il venge la monarchie tombée le 24 février. Son langage glace de terreur les personnes qui l'abordent; la position de ses subordonnés immédiats devient intolérable. Saisi lui-même de l'effroi qu'il inspire, il se fait garder comme un véritable pacha. La nuit, de nombreuses sentinelles défendent les abords de son domicile à distance d'une demi-lieue.

Un haut magistrat de notre ville a déclaré qu'il luttait vainement contre les tendances funestes du maréchal Bugeaud. « Tant qu'il sera à Lyon, a-t-il ajouté, on ne pourra répondre de la sécurité publique. » C'est précisément ce que nous annoncions hier, en demandant que cet homme fût rappelé pour rendre compte de ses actes. Nous ne cesserons d'insister sur ce point. Sous peu de jours, nous l'espérons, des interpellations sévères seront faites à l'Assemblée à ce sujet. En attendant, nous engageons nos concitoyens à nous rapporter tous les faits authentiques qui seraient à leur connaissance, pour compléter notre enquête.

On ne sait à quel saint se vouer avec les journaux royalistes, c'est à jeter ses lunettes aux chiens, doit dire le préfet. Les uns pleurent, les autres chantent; la Gazette se couvre de cendres, joint les mains, lève les yeux au ciel, finalement, promet son concours à la République rouge, et mettant sa calotte sur un cierge, va se poser à côté un arbre de liberté, coiffé d'un bonnet Phrygien, pour combattre en auxiliaire. Tandis que de son côté le Courrier de Lyon, se pose en matamore, son képi sur l'oreille, armé d'une énorme seringue remplie d'ordures qu'il déverse sur les électeurs qui n'ont pas adopté sa liste; décidément le problème est résolu ces journaux seraient plus drôles que méchants si la bête n'était vénimeuse.

Au surplus, que nos lecteurs jugent et s'ils y comprennent quelque chose qu'ils nous en fassent part.

CHANT DE GUERRE DU COURRIER.

Lyon, berceau du socialisme le plus ardent, foyer de cette secte absurde et funeste, a pu adopter une représentation déplorable.

Il a pu infecter et corrompre les campagnes voisines, et des départements qui se trouvent dans sa sphère d'action.

Le pays proteste par ses votes contre cette incroyable aberration, contre le vertige sans exemple qui s'est emparé de nos populations.

Les votes du reste de la France nous sauveront, et Lyon en sera quitte pour la honte. Son industrie et sa prospérité ne disparaîtront pas encore, seulement nous allons être l'objet de la risée universelle, et Lyon est menacé d'être à tout

FEUILLETON DU RÉPUBLICAIN, DU 20 MAI.

LES QUATRE SERGENS DE LA ROCHELLE.

DEUXIÈME PARTIE.

XIV. La Prison.

(Suite.)

— Vous le savez, reprit Eglantine. Oh! alors, dites-moi où est ce lieu de détention.

— Sans doute non loin de nous, murmura-t-il, et tout prêt à s'ouvrir sous nos pas.

— Est-il moins triste, moins sombre que cette prison?

— Tout ce que je puis vous dire, Eglantine, c'est qu'on n'y souffre plus.

Le jeune sergent avait pâli en prononçant ces mots, et Eglantine s'était levée pour prendre sa main et l'interroger encore. Mais en cet instant, le porte-clefs, d'un ton qui ne permettait pas d'observation, dit à la jeune fille que le quart-d'heure pendant lequel elle pouvait entretenir le prisonnier était passé.

Eglantine sortit... Les regards des condamnés la suivirent dans le sombre couloir. Cette blonde et douce figure emportait avec elle la dernière gracieuse vision qu'ils dussent avoir de ce monde.

Goubin revint près de ses amis en les regardant d'un air de douceur et de regret, qui semblait leur demander pardon d'être plus heureux qu'eux.

Les jeunes sergents reprirent insensiblement la pose recueillie et le silence rempli de grandes et saintes méditations où les avait trouvés le point du jour.

Mais les condamnés n'étaient pas les plus à plaindre dans ces jours de deuil.

Près des murs du Palais-de-Justice, à l'ombre de la Sainte-Chapelle, Gilberte restait depuis la veille immobile et glacée, comme si elle eût été enchaînée au pied de ce funèbre édifice où l'arrêt de mort avait été rendu.

Gilberte était dans un état extraordinaire: il y avait sur son visage une insensibilité de marbre, et cependant un profond désespoir y était empreint; on eût dit qu'elle avait cessé de vivre, et qu'ayant expiré dans des peines cruelles, ses traits en conservaient l'expression dans la mort.

Collée à la muraille, les yeux troubles et fixés devant elle, tout son être restait dans une complète immobilité.

Un homme entra dans cette cour voisine du Palais, et aussi déserte en ce moment qu'elle avait été, dans les jours du procès, passagère et agitée.

C'était Lambert, qui, la veille, errant ainsi que Gilberte autour de la Conciergerie, avait rencontré et reconnu sa sœur sous les vêtements d'homme qu'elle avait empruntés pour son voyage secret à Paris. Le regret extrême qu'attestait la présence de la jeune fille dans ce lieu avait été compris de Lambert; mais pour cette vertu austère, les remords de Gilberte, quelque profonds qu'ils fussent, ne pouvaient encore racheter ses fautes.

Cependant en ce moment l'aspect de la jeune fille le frappa, et il s'approcha d'elle.

Gilberte tourna les yeux de son côté. Les traits de l'hôte qui l'avait reçue dans la cabane de Saint-Pierre, de celui qui s'était ensuite révélé à elle comme son frère, étaient trop bien gravés dans sa mémoire pour que même en ce moment elle pût le méconnaître.

Elle le considéra une minute, et réfléchit que son frère du moins n'était pas enveloppé dans l'arrêt de mort qu'elle avait

attiré sur la tête d'autres carbonari. Cette observation, qui constatait un funeste résultat de moins, la laissait pourtant dans l'abîme de douleur où elle était plongée.

Son regard terne, froid, se reporta vers la prison, et elle reprit son immobilité de marbre, dans laquelle pourtant ses lèvres frémissaient par instant, s'entr'ouvraient, et murmuraient:

— Condamnée... condamnée!...

Lambert sentit un frisson courir dans ses veines, à ce mot plusieurs fois répété d'une voix creuse, inanimée. Mais, inflexible encore, il prononça:

— Oui, Baoux et ses compagnons sont condamnés à mort... je l'avais prédit.

Gilberte secoua la tête et répondit:

— Je ne parle pas d'eux... mais de moi.

Lambert tressaillit et demanda:

— Toi, Gilberte, à quoi peux-tu donc être condamnée?

Les traits de la jeune fille s'animent d'une exaltation ardente et sombre. Elle frappa de la main la muraille du temple antique vers lequel elle était arrêtée et dit:

— Si le Dieu de colère qui régnait là autrefois avait prononcé lui-même l'arrêt, il ne l'aurait pas rendu plus terrible.

Puis elle s'éloigna d'un pas lent, machinal.

Lambert pensa que l'esprit de la malheureuse était égaré, et la suivit.

Elle traversa le quai du même mouvement instinctif, descendit sur la berge de la rivière, et alla s'asseoir au milieu des touffes de verdure et des encombrements de planches noircies qui lui servaient d'asile depuis son séjour à Paris.

Lambert se plaça près d'elle sans qu'elle parût le remarquer. Elle se tenait accoudée sur un de ses genoux et la tête penchée sur sa main, que cachaient ses épais cheveux noirs. Sa figure caractérisée, et qui semblait faite pour peindre les passions extrêmes, était d'une beauté sublime dans la grandeur du désespoir.

Son frère la regardait avec une pitié frémissante. Il pensait que, pendant dix-sept années, séparé de sa sœur, et

Voir le Républicain du 9 mars au 19 mai.

instant considéré comme le siège de prédilection du béotisme socialiste.

CHANT DE DOULEUR DE LA GAZETTE.

Les élections, dans beaucoup de départements, ont trompé nos prévisions et nos désirs.

Il y a des chances pour que la majorité soit acquise aux républicains extrêmes dans l'Assemblée législative.

Ce résultat imprévu, mystérieux, inexplicable comme tout ce qui s'accomplit depuis quinze mois, doit-il porter le trouble dans nos esprits, et décourager nos cœurs?

Si, par de sages institutions, il améliore la situation morale, intellectuelle et matérielle des masses; si, au dehors, il rend à la France le rang qu'elle doit occuper entre les nations.

Nous serons les premiers à applaudir, à l'appuyer dans ses tentatives pour le bien, dans ses efforts contre le mal; et, sous ce système comme sous tout autre qui tendrait et réussirait à rendre la France grande, heureuse, libre, nous ne demanderions pas mieux que de nous laisser faire, que d'être heureux.

Conspiration royaliste à Paris.

La conspiration blanche que nous avons éventée n'était pas seulement organisée à Lyon, son centre était à Paris et de là, devait sans-doute rayonner sur toute la France.

Voici ce que nous apportent les journaux de Paris :

C'est une révélation que nous donne à cet égard la *Revue démocratique et sociale* :

Un bruit assez grave circule en ce moment. S'il faut en croire ce que l'on nous rapporte, il paraîtrait que la police tenterait, en désespoir de cause, un coup de sa façon. Une petite émeute serait organisée, des gens dont la rue de Jérusalem solde le dévouement, revêtus de la blouse de l'ouvrier, feraient feu sur la troupe de ligne.

On espérait détruire ainsi l'harmonie fraternelle qui existe entre l'armée et le Peuple, et arriver à une collision sanglante dont tout l'odieuse retomberait sur les démocrates.

Nous conjurons tous nos amis de veiller avec soin. Les royalistes ne cherchent qu'une occasion de tourner contre le socialisme les chances qui lui sont favorables; évitons bien de leur fournir le moindre prétexte.

Les renseignements reçus par la *Reforme* confirment ceux qui ont été donnés à la *Revue démocratique et sociale*.

On a fait circuler encore aujourd'hui dans Paris quelques bruits inquiétants. Ces bruits sont parfaitement absurdes. Les renseignements certains que nous recevons sur les élections de la Seine prouvent que le Peuple et l'armée obéissent au même sentiment et votent avec un accord sympathique. En présence de ce fait désormais acquis, qui pourrait songer à élever des barricades, et contre qui?

La réaction de l'Élysée a seule intérêt au désordre; mais elle reculerait devant le danger d'une provocation insensée comme elle a reculé le 29 janvier.

La Tribune des Peuples est plus explicite encore :

Les attentats dont s'est rendue coupable, du temps de Louis-Philippe, la police, qui d'ailleurs est encore composée en grande partie du même personnel, rendent vraisemblables certains bruits qui courent sur les projets des agents de Carlier, qui est, comme on le sait, en rapport intime avec certains ministres du régime déchu et certains généraux orléanistes. Il s'agirait d'employer une troupe d'agents de police armés de fusils et en blouse, pour donner une représentation d'une émeute socialiste.

On espère qu'une telle manifestation attirerait d'un côté un grand nombre de curieux et de l'autre provoquerait la colère des soldats sur lesquels on se serait prêt même à faire tirer des coups de fusils. La collision une fois engagée, les habiles agents disparaîtraient en laissant les curieux exposés au feu des soldats.

On devine aisément le but de cette campagne policière. Si ce bruit est faux, tant mieux pour la police.

Maintenant, qui douterait? Quant à nous, nous sommes heureux d'avoir pu rendre un service au Peuple.

Dimanche 13 mai a eu lieu, à l'Association des cuisiniers, chaussée Ménilmontant, 33, le banquet des démocrates socialistes des départements du Gers et du Lot réunis, présidé par le citoyen Bonnefond, mécanicien. L'ordre le plus parfait a montré la dignité de la réunion. Plusieurs toasts ont

été prononcés. Par le citoyen Goussait, du Gers : *A la fusion démocratique et sociale!* Par la citoyenne Jeanne Deroin : *A la fraternité des départements!* Par le citoyen Montagnier, du Gers : *A la République démocratique et sociale!* Par le citoyen Renaud, du Lot : *Aux vigneron du Midi!* Par le citoyen Prieur : *Aux absents!* Par le citoyen Bonnefond : *Aux curés des campagnes!*

Les toasts ont été interrompus par l'arrivée du commissaire de police, accompagné d'un officier de paix, d'un brigadier de gendarmerie et d'un sergent de ville. Nous n'avons qu'à nous louer de la manière polie avec laquelle les autorités de Belleville se sont présentées munies de leurs écharpes. Cependant, comme la Constitution se trouvait violée par leur présence dans la réunion, le président a protesté énergiquement et a dissous le banquet.

Immédiatement et comme par enchantement, les assistants se sont levés, ont abandonné la table, sont descendus au jardin où des tables ont été dressées, et le banquet a continué au milieu des hymnes patriotiques chantés par le citoyen Corréze (du Lot).

Une collecte a été faite pour les transportés, et tous les consommateurs qui étaient dans le jardin y ont contribué. Elle a produit 17 fr. 50 c.

Esprit de l'armée des Alpes.

Toujours des persécutions! toujours l'Afrique! Pauvres soldats, glorieux pèlerins de la démocratie! cheminez, cheminez vers la terre d'exil, portez tristement votre croix! ainsi le veut la République honnête et modérée, la République des royalistes! Encore un peu de courage, l'heure de la réparation approche!

Voici une lettre qui nous est adressée, et qui vient encore nous déchirer le cœur.

Lyon, 17 mai.

Citoyen rédacteur,

Signalé depuis longtemps comme socialiste et homme dangereux, on vient enfin de trouver l'occasion de m'enlever du régiment. Un jour de la semaine dernière, je rentrais à la caserne avec des brochures de Cabot, des numéros du *Populaire* et du *Republicain* et des bulletins; mon sergent-major qui m'épiait, se précipita dans ma chambre pour me les enlever. Mais j'avais eu soin de les faire disparaître. Furieux de manquer sa proie, il m'insulte, me menace et veut me sauter à la gorge. Je repousse l'injure par l'injure et je me mets en état de légitime défense; cependant par une soudaine inspiration, je retiens le coup que je destinais à mon agresseur. Les soldats et sous-officiers présents étaient indignés de la conduite brutale de cet homme.

Malgré cela, c'est moi qui devais avoir tort et je reçois l'ordre de me rendre en prison. Comme je m'y rendais tout seul, le même sergent-major s'empresse d'appeler des hommes de garde, et se met à me fouiller des pieds à la tête. Il me trouve les écrits et les bulletins que j'avais gardés sur moi, et s'empresse de faire un rapport des plus exagérés. Appelé devant le colonel, celui-ci ne tint aucun compte de ma justification et des témoignages que j'invoquais. Il m'accusait du crime de propagande, qu'il considérait comme tentative d'embauchage. « Savez-vous, me dit-il, que les lois punissent ce délit de la peine de mort? » Je lui répondis que pour la République je donnerais volontiers ma vie. Rapport du tout fut fait au général et j'apprends à l'instant que je pars demain pour l'Afrique.

En quittant mes camarades, j'emporte au moins la satisfaction de laisser dans leurs cœurs un souvenir et d'avoir accompli mes devoirs de citoyen. Tout le monde n'en peut pas dire autant.

Vive la République démocratique et sociale!

Un chasseur du 19e léger.

— La nomination du sergent Commissaire, par le département du Rhône, produit dans l'armée des Alpes une vive émotion. Nous apprenons que ce brave sous-officier est nommé aussi à Strasbourg où il est en garnison. L'élection d'autres soldats portés dans le département est également assurée.

Ne nous le dissimulons pas, ce fait qui n'a pas d'exemple dans nos annales législatives, doit avoir une portée immense. L'aristocratie porte des généraux, les démocrates portent des soldats; cela est clair. Les grosses épaulettes peuvent-elles représenter les intérêts des pauvres militaires? pas le moins du monde, nous les avons vu à l'œuvre, elles se sont toujours rangées parmi les plus enragés défenseurs des privilèges. Voyez Bugcaud, Cavaignac, Baraguay-d'Hilliers, Lamoricière, Changarnier, Lebreton, etc., etc.; demandez-

— A mort!... Oh! ce ne serait rien! La mort, mon Dieu! c'est un moment de courage... puis une âme pure qui s'élève au ciel!

Elle souriait en prononçant ses mots, et sa douce figure nimbée avait pris tout à coup l'expression radieuse de la douce image qui passait devant ses yeux. Mais ce ne fut qu'un éclair, sa tête retomba si pâle, si sombre, que Lambert en eut le cœur déchiré de pitié.

— Pauvre enfant! dit-il, croyant flatter sa triste chimère, un arrêt te frappe; ne peux-tu demander grâce?

— Non.

— Qui l'a prononcé?

— Moi-même.

— Que dis-tu?

— Qu'il faut subir ce supplice.

— A quoi enfin es-tu condamnée?

— A les voir mourir!

— Lambert jeta un cri à cette résolution terrible, suprême, de sa sœur. Son inflexible rigidité se brisa enfin; un frémissement de tendresse courut dans tout son être; il fut près de serrer Gilberte sur son cœur...

Mais en ce moment, le tambour résonna sur le quai, au-dessus de sa tête. C'était la garde qu'on relevait à la porte de la prison. Ce roulement, ce bruit d'armes retentissaient dans son cerveau, lui serraient le front d'un cercle de fer, étendaient devant ses yeux un crêpe funèbre. C'étaient la captivité de Raoulx, ses lers, son supplice qui revenaient se montrer à lui; la pensée de Raoulx fondit dans son sein plus tendre, plus puissante que jamais.

Livré en lui-même à un combat terrible, sans nom, il se leva, se jeta en arrière, et gravit en courant les degrés qui l'éloignaient de la berge.

Gilberte demeura à sa place, les regards et la pensée tournés du côté de la place de Grève.

leur ce qu'ils ont fait pour les épaulettes de laine? Rien! Ah! si ils se sont opposés à toutes les réformes proposées à l'Assemblée nationale par les représentants de la Montagne.

Soldats! maintenant que vous allez avoir des vôtres à l'Assemblée législative, il importe que vous leur fassiez défendre vos droits. Entendez-vous ensemble sur les réformes à introduire dans le code militaire, fabriqué sous le despotisme monarchique; demandez la modification des lois sur le recrutement; exigez de vos camarades qu'ils soutiennent à la tribune la nécessité de l'application du suffrage universel à l'armée. L'armée ne sera vraiment nationale, vraiment républicaine, que du moment où les soldats pourront nommer eux-mêmes leurs chefs. Pourquoi ne nommeriez-vous pas vos officiers? vous nommez bien les représentants du Peuple dont la fonction est certes plus importante? et d'ailleurs, cela ne se faisait-il pas ainsi, à l'époque de notre première révolution! Pressez-vous de faire votre programme; signalez le mal, indiquez le remède. Ne craignez pas de surfaire; on ne vous accordera jamais trop.

La lettre suivante est adressée à la *Reforme* :

Nîmes, le 11 mai 1849.

Citoyen rédacteur,

Les démocrates du 10e de ligne s'adressent à vous pour vous prier d'insérer dans votre journal une réclamation qu'ils croient juste.

Les électeurs de la Seine devant voter le 8 mai, on les a fait descendre dans la cour pour déposer leurs bulletins, on les a fait attendre environ deux heures pendant lesquelles un officier supérieur interrogeait les soldats sur la nature de leurs votes, et s'est permis d'user de son influence pour faire changer plusieurs noms sur un bulletin; cet exemple a été suivi par plusieurs officiers et notamment par un adjudant-major qui faisait rentrer les soldats dans la chambre de l'adjudant, et là leur arrangeait leurs bulletins à son bon plaisir; enfin, au bout de deux heures d'attente, on a renvoyé les électeurs de la Seine, leur disant qu'ils ne votaient pas.

Ayant la conviction de jouir de nos droits de citoyens comme les autres départements, nous vous prions d'insérer notre lettre dans votre journal, en protestant en notre nom de cette violation de la loi.

Vive la République démocratique et sociale!

Salut et fraternité.

120 démocrates de la Seine au 10e de ligne, à Nîmes (Gard).

P. S. — Un ex-sergent-major du 29e de ligne, qui a gagné la croix et l'épaulette devant les barricades de juin en tirant sur nos malheureux frères, se permet tous les jours de tristes vexations envers tous les hommes de cœur qui se trouvent sous ses ordres, en les traitant d'insurgés et de déviateurs de rues, dont la plupart sont parisiens, engagés volontaires.

Nous sommes rouges, puisqu'on nous appelle rouges, et ils voudraient nous faire devenir blancs quand même; mais nous ne chercherons jamais à gagner des épaulettes et des croix en tirant sur nos frères, et que MM. nos chefs se rappellent que si nous prenons les armes pour la défense de l'ordre (à leur point de vue), nous nous souviendrons de l'ordre qui a fait fusiller Ney à Paris, Labédoyère, Brune, les quatre sergents de La Rochelle et les massacres de Nîmes et d'Avignon et tant d'autres.

Vive la République démocratique et sociale!

La République romaine et les journaux de la réaction.

Il est édifiant de voir comment les feuilles de la réaction et les correspondances officielles dénaturent les événements d'Italie.

Nous avons raconté comment la République romaine, à qui le général Oudinot avait demandé l'échange des prisonniers, mais qui faisait des difficultés sur les conditions, a pris la noble détermination de renvoyer tous les Français pris lors de l'assaut de Rome, après les avoir comblés d'amitiés, par cela que les Français trompés ne doivent pas être victimes des fautes de leur aveugle gouvernement.

Mais depuis le jour où nos troupes ont débarqué sur le sol italien jusqu'au jour où Rome a été attaquée, s'est-il passé un seul jour sans que le gouvernement romain ait envoyé des messagers pour savoir ce que voulaient les Français, et offrir d'ouvrir les portes de Rome si le général s'engageait à conserver la forme républicaine?

Le général Oudinot n'a rien voulu entendre, il a invoqué le droit de la force; le droit de la force s'est tourné contre lui. Les Romains victorieux, après l'avoir laissé se remettre

XV.

Les Martyrs de la Liberté.

Dans la nuit du 21 septembre, les condamnés avaient été transférés de Bicêtre à la Conciergerie.

Dès le point du jour, il sortait de cette prison une députation formée de carbonari, de membres de l'opposition, qui, après avoir visité les détenus, se rendaient aux Tuileries pour présenter au roi une demande en grâce.

En même temps, il sortait aussi de cette maison d'arrêt divers employés qui allaient au ministère demander des détachements de troupes; puis, dans la rue des Marais-du-Temple, avertir l'exécuteur des hautes-œuvres, et enfin au faubourg Montparnasse, faire creuser quatre fosses rapprochées dans le terrain à cette époque encore peu occupé et couvert de taillis sauvages.

Les députés du parti libéral, malgré l'imminence du moment, étaient encore pleins d'espérance. Ils pensaient que la cour royale avait voulu intimider les factions par un arrêt d'une rigueur étrange; mais, qu'après avoir triomphé par la condamnation émanée du jury, elle comptait sur la clémence royale pour en atténuer les suites. L'esprit des émissaires était exalté par le but de leur démarche; leurs cœurs battaient vivement; ils sentaient venir sur leurs lèvres des paroles éloquentes qui devaient aller à l'âme du souverain... En effet, un seul condamné eût été peut-être plus difficile à sauver; mais lorsqu'il s'agissait de quatre jeunes hommes, coupables seulement d'un délit politique à peine prouvé, le rigorisme touchait à la cruauté. Et faibles, obscurs de noms et de naissance, qu'étaient ces quatre jeunes soldats? comment le roi voudrait-il paraître supposer que leur mort était nécessaire au salut de la couronne?

En approchant du château, les délégués aperçurent une forme blanche à l'une des fenêtres du pavillon de Flore.

Clément Robart.
La suite au prochain numéro.

de sa défaite, sont venus de nouveau à lui; ils ont protesté de tous leurs sentiments d'amour pour la France, ils ont renouvelé leurs propositions par l'organe du P. Ventura. Qu'oudinot, d'abord inflexible, se soit radouci, comme tendent à le faire croire ses dernières dépêches, en voyant les Napolitains démoralisés par leur premier échec, renoncer à leur projet d'entrer à Rome le 4, et disposés à retourner chez eux; à la bonne heure.

Mais les sentiments des Romains n'ont pas changé pour cela. Ils n'ont pas cessé un moment d'associer dans leurs cœurs l'amour du Peuple français à l'amour de la République italienne.

Le décret de la République romaine qui rend la liberté aux 500 prisonniers français eût pu éclaircir les faits. Le général Oudinot l'a envoyé au *Moniteur* en même temps que la dépêche, mais le *Moniteur* se garde bien de le donner. Il est ainsi conçu :

RÉPUBLIQUE ROMAINE.

Au nom de Dieu et du Peuple.

Considérant qu'entre le Peuple français et Rome la guerre n'existe pas et ne saurait exister ;

Considérant que Rome défend par droit et par devoir sa propre inviolabilité, tout en repoussant, comme une faute contre une croyance commune, toute offense entre les deux Républiques ;

Considérant que le Peuple romain ne rend pas responsable des faits d'un gouvernement trompé, les soldats qui, en combattant, n'ont fait qu'obéir ;

Le triumvirat décrète :

« Art. 1er. Les Français faits prisonniers dans la journée du 30 avril sont libres, et seront renvoyés au camp français.

« Art. 2. Le Peuple romain saluera de ses applaudissements et de ses démonstrations fraternelles, à midi, les braves soldats de la République sœur. »

7 mai 1849.

Les journaux de Rome nous arrivent aujourd'hui remplis de détails enthousiastes sur les adieux des prisonniers français aux Romains. Nous traduisons le *Contemporaneo* :

« ... Il s'est passé aujourd'hui à Rome une scène touchante et sublime.

« Tandis qu'Oudinot, qui se laisse guider par les jésuites et les légitimistes, refuse de nous rendre nos soldats qu'il retient à Civita-Vecchia, nous ne savons de quel droit, et nos armes qu'il a confisquées; tandis qu'il traite de bande d'assassins le gouvernement de la République Romaine, la République lui restitue tous ses prisonniers sans lui rien demander, sans exiger même sa parole d'honneur qu'il ne se battra plus contre nous ! »

Litanies des Chouans.

Saint Ignace de Loyola, fondateur de la grande confrérie de l'ordre, éclairez-nous.

Bienheureux saint Bazile, inspirez-nous.

Saint Escobar et saint Machiavel, apôtres de l'imposture, aidez-nous. Sainte Mauvaise-Foi et saint Egoïsme, tous deux si vénérés parmi nous, soyez nos guides; ne nous abandonnez pas.

Sainte Calomnie, *speculum justitiae*, assistez-nous.

Sainte Hypocrisie, *turris eburnea*, couvrez-nous toujours de ton voile virginal.

Sainte Corruption, *vas admirabile*, revenez-nous avec nos sinécures et nos gros traitements.

Sainte Ambition, *vas spirituale*, soutenez-nous dans notre œuvre de désintéressement.

Sainte Prison, *refugium peccatorum*, ouvrez-nous vos portes sacrées, pour coffrer tous ces monstres de rouges, vrais suppôts de l'enfer.

Saint Falloux, nouveau saint Michel-Archange, écrasez la tête du serpent de la démocratie.

Saint Pierre, vous qui avez toutes les clefs du Paradis, donnez-nous celle des champs, pour le cas où nous serions forcés d'émigrer. — Bienheureux apôtre, vous le premier des pontifes romains, jetez un regard de pitié sur la ville éternelle. Faites que nous applatissions ces poissons d'Italiens, qui ont l'impudence de vouloir être libres, et rétablissez votre successeur sur son trône.

Saint Henri V et compagnie, revenez nous pour étouffer la souveraineté du Peuple qui commence à nous embêter. — Délivrez-nous du suffrage universel, le plus grand de tous les fléaux pour nous.

Revenez nous, ô grand saint Henri V, vous et toute votre clique, pour baillonner cette canaille de Peuple qui parle trop haut, et qui s'avise de voir clair dans ses affaires; ce qui ne doit pas être. Revenez-nous, et ramenez à ce Peuple la gabelle, la dime, les corvées, etc., etc.; et faites-le suer de plus fort en plus fort sous le poids des impôts.

Saint 1815, revenez-nous, et faites fusiller tous ces brigands de démocrates-socialistes, qui ont l'infâme toupet de demander entre autres réformes désorganisatrices et subversives, l'impôt progressif, et qui, pour couronner l'œuvre, veulent nous dévorer tous, tendres agneaux que nous sommes, et manger notre butin, à nous, innocentes créatures, qui ne soupçonnons pas même le mal. — O bienheureux 1815! dévirez-nous de ces gredins-là; car nous en avons encore bien peur aujourd'hui, quoique nous n'en ayons pas l'air, parce qu'ils enseignent au Peuple des choses qu'il ne devrait jamais savoir. Le Peuple ne doit savoir que suer, et rien de plus. Il est fait pour cela.

Saint Pagès, grand martyr du ridicule, ô vous qui avez si bien su conquérir les palmes de l'animalisation générale, préservez-nous toujours des dragons socialistes. N'oubliez pas que la prison n'est pas faite pour les chiens, et fichez-vous du reste. — *Adjura nos. — Amen.*

Nous sommes priés d'insérer la pièce suivante :

Le comité électoral centralisateur des démocrates progressistes du Rhône.

A tous les électeurs républicains démocrates du département.

Citoyens électeurs,

Vous avez dignement répondu à notre appel : votre union a triomphé dans la lutte du scrutin; nous le disons hautement, vous avez sauvé la France, vous avez sauvé l'Europe, et l'Europe vous en tiendra compte. Honneur à votre intelligence, honneur à votre insatiable dévouement, honneur à votre amour du pays.

Aux provocations incessantes d'une réaction insensée, et heureusement impuissante; aux attentats flagrants et journalièrement répétés à la Constitution, vous avez répondu par votre vote et cet acte si simple, si pacifique, mais puissant et majestueux comme la voix du Peuple, en a fait justice; la réaction effrayée a compris sa faiblesse, vaincue par votre modération elle va s'effacer.

Mais, citoyens électeurs démocrates, que votre triomphe soit calme et digne, qu'il vous suffise d'avoir montré votre puissance et d'avoir sauvé le pays; n'oubliez pas que vous devez aux prévenus amis de l'ordre une grande leçon de sagesse et de modération.

Une ère nouvelle va commencer pour notre chère France; nos institutions ébranlées par d'odieuses et impies prétentions, vont se rasseoir sur des bases plus larges; la liberté va se dégager de ses ignobles entraves; l'égalité refoulée par le privilège va reparaitre parmi nous, et nos élections vont prouver au monde entier que la fraternité est l'âme de la démocratie et qu'elle en fait toute la force. Ne

Oubliez jamais, citoyens électeurs, et l'avenir vous appartient.

C'est en vain que des voix intéressées et perfides vous crient que la France n'était pas républicaine, le scrutin a répondu. Qui donc osera le dire maintenant? Qui donc osera parler de monarchie! Asses, assez de privilèges comme cela! la France veut être libre et elle le sera, les électeurs l'ont prouvé. Merci à eux, honneur encore une fois à leur patriotisme.

Vive la République démocratique!

Pour le comité.

Le président, Dussurgey.
Les vice-présidents, Carle, Thuriau aîné, de St-Didier.
Le secrétaire, Morateur, de St-Fortuna.
Le trésorier, Durricu.

Lyon, le 17 mars 1849.

On lit dans la *Presse* :

« Si le suffrage universel n'eût point été faussé par la peur, à l'heure où nous écrivons aujourd'hui, on connaîtrait la pensée de la France; elle l'eût dite sans réticence et sans déguisement.

Chaque parti se fût compté.

Les élections du 13 mai eussent été un dénouement; elles ne vont être qu'une nouvelle péripétie.

A peine si le scrutin vient d'être fermé, et déjà le sentiment général est qu'il n'en sortira qu'une énigme.

Sur les visages est la curiosité, mais au fond des esprits est l'anxiété.

On n'espère pas, on attend.

Que va faire la nouvelle Assemblée? Que va faire la majorité nouvelle? — Telle est la question que s'adressent tous ceux qui s'abandonnent, et la question tombe sans que personne la relève. Candidats et comités, électeurs et élus n'en savent pas plus, à cet égard, les uns que les autres.

Le vaisseau de la France va donc encore une fois être lancé à la mer sans direction, sans boussole, sans pilote, au gré des vagues et des tempêtes.

Aucune ligne de conduite tracée.

Aucune prévision arrêtée.

Aucune probabilité calculée.

L'imprévoyance croit s'absoudre en s'exprimant ainsi :

« Se tracer un plan, ce serait s'engager!

« Prévoir, ce serait lâcher la proie pour l'ombre!

« Calculer les probabilités, ce serait s'exposer à se tromper!

« Dieu protège la France! Donc à la grâce des événements! Ils seront ce qu'ils seront; quand ils éclateront il sera temps de se gouverner en conséquence. Un grand pays tel que la France ne saurait jamais sombrer. »

Ces lieux communs sont les seules paroles qu'on recueille. Lieux communs dangereux! car la nation qui ne croit pas qu'elle puisse jamais déchoir, est plus près qu'elle ne le pense de son déclin. Moins elle le voit, plus elle le hâte. »

Réflexions du RÉPUBLICAIN. — Toute la politique de M. Girardin est dans ces quelques lignes.

Elle consiste à accuser nos hommes d'Etat de ne pas savoir où ils vont. C'est là une grave erreur. Le but qu'ils poursuivent invariablement, c'est le triomphe des intérêts égoïstes d'un petit nombre d'individus, et la compression de la masse; c'est la conservation des privilèges, c'est le retour de la monarchie qui les consacre tous.

Est-ce que l'expédition de Rome est sans but? n'a-t-elle pas pour objet la restauration papale? N'est-ce pas le parti ultramontain jésuitique, qui exige cette expédition laquelle se soulève toute la nation française?

La *Presse* se demande ce que va faire la nouvelle Assemblée, et elle ajoute : « Candidats, comités et électeurs n'en savent pas plus les uns que les autres. » Etrange sophisme! Demandez aux réactionnaires et aux socialistes ce qu'ils prétendent faire, et leurs réponses extrêmes seront votre propre condamnation. Les uns veulent ramener un ordre de choses à jamais proscriit, les autres veulent introduire dans la société qui, trompés encore, auront votés dans les élections centre les seuls candidats qui peuvent leur donner ces réformes! En vérité, si l'on en croit les écrits de M. Girardin, le doute est passé chez lui à l'état de manie. Il ne voit pas ce qui crève les yeux à tous les autres.

On lit dans le *Citoyen* de Dijon :

« Les démocrates de la Côte-d'Or qui résident à Paris avaient formé un comité destiné à seconder le comité central démocratique de la Côte-d'Or. Ce comité, qui a fonctionné avec autant de zèle que d'intelligence dans la dernière lutte électorale, vient d'adresser à l'Assemblée nationale la demande suivante :

« Un acte attentatoire à l'esprit de la Constitution et à un droit imprescriptible de tout citoyen a été commis par le « préfet de la Côte-d'Or. CET AGENT vient de dissoudre la « garde nationale de Dijon.

« Les démocrates de la Côte-d'Or réunis à Paris en comité « électoral, ont profondément ressenti l'injure faite à leurs « compatriotes.

« Ils protestent avec énergie contre l'abus de pouvoir dont « s'est rendu coupable le citoyen Pagès.

« En conséquence, ils réclament sa RÉVOCATION IMMÉDIATE. »

Suivent 300 signatures.

Correspondance particulière du RÉPUBLICAIN.

Paris, 17 mai 1849.

Moniteur universel, partie officielle. — Le président de la République, vu la démission donnée par M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, et acceptée par le président de la République, arrête ce qui suit : M. Lacrosse, ministre des travaux publics, est chargé par intérim des fonctions de ministre de l'intérieur.

Fait à l'Elysée national, le 16 mai 1849.

Signé, Louis-Napoléon Bonaparte, Odilon Barrot.

Partie non officielle. — Le gouvernement vient de recevoir la dépêche télégraphique suivante du contre-amiral Théhouart, en date de Toulon, 16 mai au matin :

« Je suis parti avant hier à sept heures du soir de Civita-Vecchia, où le bruit courait, dès la veille, que deux envoyés romains, porteurs de paroles d'accommodement, s'étaient rendus à notre quartier général. Ces bruit m'ont été confirmés par une lettre du général en chef du 13 au soir de Castel di Guido. Déjà des propositions sérieuses de soumission me sont faites; nous sommes pour les Romains l'ancre de salut. J'arrive à Toulon avec le *Labrador* et le *Sané* pour faire concourir le plus tôt possible au transport des nombreux chevaux qui se sont dirigés sur Civita-Vecchia. »

— Le département de l'Allier avait à peine vengé par ses votes la République rouge de l'assassinat tenté contre Ledru-Rollin, qu'un guet-apens du même genre était commis par les royalistes dans le département de Tarn-et-Garonne.

On nous écrit de Moissac, à la date du 13 mai :

Notre représentant Detours, le montagnard si cher au peuple, sera, nous en avons la ferme espérance, membre de la législative. Mais que de périls il lui a fallu braver pour porter dans tous les cantons son énergique parole avec le courage qui le distingue. Comme Ledru Rollin, les royalistes ont voulu l'assassiner, mais il a échappé à leur tentative criminelle, et nous espérons qu'avant huit jours, le citoyen Detours sera en route pour Paris revêtu d'un nouveau mandat. On a beau calomnier ses amis, le peuple sait leur rendre justice.

— Dans la Sarthe la liste du *National* semble l'emporter. La rue de Poitiers triomphe dans la Seine-Inférieure, les socialistes suivent de près, mais le *National* a tout à fait le dessus.

— En même temps que des départements on annonce le succès croissant de la démocratie, on écrit que partout les Bonaparte sont en baisse. Les cousins, quelque soit leur drapeau apparent, sont atteints par l'impopularité qui frappe le président de la République.

BULLETIN ÉLECTORAL.

Résultats connus pour les arrondissements 3, 4, 5, 6, 7 et 10.

Liste des démocrates-socialistes.

Bac	42,715	Lebon	39,827
Boichot	49,523	Ledru-Rollin	47,948
Cabet	38,732	Leroux (Pierre)	42,321
Charassin	40,827	Madier-Montjau	39,484
Considérant	42,768	Malarmet	37,229
D'Althon Shée	40,428	Montagne	38,102
Demay	39,526	Perdiguer	39,431
Genillier	38,732	Proudhon	40,107
Greppo	39,769	Pyat (Félix)	44,509
Hervé	40,122	Rattier	40,708
Hisay	37,302	Rybeyrolles	39,337
Lagrange	44,508	Savary	39,093
Lamennais	44,328	Thoré	41,005
Langlois	39,123	Vidal	38,733

Liste des monarchistes.

Dufaure	39,407	Bixio	31,027
Passy	38,002	Chambolle	28,933
Bedeau	41,039	Boissel	29,307
Lamorigière	42,137	Marie	31,203
Odilon Barrot	36,093	Lucien Murat	42,322
Lasteyrie	36,153	Arago	30,237
Léon Faucher	34,501	Bastide	28,332
Bugeaud	33,793	Billault	29,032
Moreau	34,037	Buchez	29,347
Thiers	30,644	Carnot	27,244
Cavaignac	39,302	Corbon	27,308
Vavin	34,037	Degoussé	29,037
Garnon	35,122	Dupont (Eure)	28,439
Falloux	34,027	Jules Favre	28,231
Wolowski	38,107	Flocon	23,507
Molé	33,432	Forestier	24,832
Peupin	34,027	Goudchaux	25,357
Roger	34,394	Grévy	21,803
Fould	30,203	Gninard	21,738
Montalembert	30,407	Lamartine	13,832
Coquerel	28,567	Marrast	18,337
Rapatel	28,732	Sénard	17,542
Victor Hugo	29,583		

Assemblée nationale.

Correspondance particulière du RÉPUBLICAIN.

Suite et fin de la séance du 16 mai.

L'Assemblée reprend la discussion du budget des recettes.

Divers crédits sont présentés.

Le cit. Latrade propose de supprimer à partir du 1er décembre 1849, les droits de détail et de consommation sur les vins, bières, poirés et hydromels, ainsi que sur les alcools et les autres spiritueux.

Le ministre des finances repousse cette proposition.

Une discussion confuse s'engage, et l'ajournement est prononcé.

La séance est levée à six heures et renvoyée à vendredi.

Il n'y a pas séance jeudi.

Chronique locale.

Un événement inattendu vient de mettre en émoi tout ce qui est imprégné d'un parfum d'eau bénite. La chose est grave, du reste, et mérite bien qu'on s'en occupe. Aussi les dévotés, bigottes, et tout ce porte calotte est dans l'émotion. — Quoi donc? — Monseigneur est parti, perdu, introuvable. Le pontife a quitté ses ouailles; le pasteur qui *dat vitam suam pro ovibus*, a abandonné son troupeau. Le motif est impénétrable, dit-on, excepté pour quelques intimes, et certains membres du clergé ne se gênent pas pour blâmer cette couardise qui s'empare de notre archevêque dans cer-

ains moments critiques. Ne simulez donc pas, monseigneur, une frayeur qui n'est pas de mise. Votre devoir est de rassurer les timides, et vous seriez beaucoup mieux venu si vous effaciez de leur cœur toute crainte chimérique plutôt que de vous prélasser au sein de quelque discrète communauté dans le manoir de quelque haut baron.

— Le barquet de famille donné par des démocrates de la Croix-Rouge, aura toujours lieu demain, à midi, au clos Carron. Les démocrates y sont invités avec leurs familles.

Nouvelles étrangères.

Italie.

ROME, 8 mai. — La ville est parfaitement tranquille. On parle de la fuite des Espagnols, à la première nouvelle qu'un corps de l'armée romaine marchait à leur rencontre du côté de Fiumicino.

Quelques personnes prétendent savoir que le général Oudinot a intimé aux troupes napolitaines et espagnoles de n'avoir rien à entreprendre contre la ville de Rome, parce qu'il était de l'honneur de la France d'accomplir l'œuvre qu'elle a entreprise et qu'elle accomplira sûrement sans effusion de sang, puisqu'il est reconnu que le gouvernement actuel de Rome jouit de la confiance du pays, et qu'il est en droit par conséquent, d'entrer en relation avec toutes les puissances de l'Europe.

— Par suite d'une diversion opérée par Garibaldi, les Napolitains ont évacué Frascati et les lieux voisins.

— Toutes les municipalités des Etats Romains ont protesté contre l'intervention étrangère.

— On dit que le pape, désespérant des efforts de la réaction, s'oppose à toute nouvelle attaque contre Rome. C'est l'ordre que le ministre français qui réside à Naples est chargé de porter au camp. On ajoute que le roi de Naples est disposé à se retirer.

BOLOGNE, 9 mai. — Le peuple proteste ne pas vouloir se rendre. La magistrature s'est démise de ses fonctions. Le corps municipal reste inébranlablement à son poste. Une commission militaire est nommée pour prendre en main les rênes du gouvernement.

Allemagne

On lit dans le Rhin :

BADE. — Achern, 14 mai. — Le mouvement révolutionnaire se propage avec un ensemble et une rapidité admirables, et partout les populations s'y associent avec un enthousiasme dont il est impossible de se faire une idée. Plus de 40,000 volontaires armés étaient arrivés dès ce matin à Rastatt; leur marche a dû être arrêtée à Oos, d'où le commissaire Struve, l'un des détenus politiques délivrés par le Peuple, les a dirigés vers les communes voisines pour y être cantonnés. Le gouvernement provisoire a licencié l'armée. Tous les militaires dont on peut se passer, sont renvoyés dans leurs foyers. Ils sont placés sous la sauvegarde de la commune où ils vont, et tous les citoyens sont déclarés solidaires de leur alliance avec le Peuple, contre toute punition dont ils pourraient être menacés ou frappés ultérieurement. Ces militaires ont pour mission d'instruire dans les manœuvres les citoyens de 18 à 40 ans appelés sous les armes par le gouvernement provisoire. Cette mesure marque chez les chefs du mouvement une sagesse et une intelligence dignes des plus grands éloges.

Hier soir, l'infanterie en garnison à Carlsruhe s'est révoltée. Le colonel des gardes ducales (*Leibgarde*), je ne sais pour quel motif a ordonné de mettre les pantalons sous les guêtres; les soldats s'y refusèrent, apportèrent toutes leurs guêtres dans la cour de la caserne où ils les entassèrent et y mirent le feu. Le colonel Holz les injuria; il fut tué à coup de sabre. Un coup de fusil fit tomber le major Laroche, et le major prince Frédéric, second fils du grand-duc, reçut de nombreux coups de sabre dans le dos. Tous les officiers furent chassés, et les soldats, sous les ordres d'un sous-officier, après avoir brisé les vitres, les volets et les portes de la caserne, se rendirent sur la place publique pour fraterniser avec le Peuple. Les dragons essayèrent quelque résistance; leur commandant, Saldana, fut tué d'un coup de fusil, et les dragons se rallièrent à l'infanterie et au Peuple. Les traitres seuls firent feu sur l'infanterie, qui perdit dix hommes; mais ils durent se rendre au bout de quelques instants. A la faveur de la nuit, le grand-duc prenait la fuite avec sa famille, on ne sait dans quelle direction; le prince héritier, espèce d'idiot, sauta d'une fenêtre du 2^e étage et se blessa mortellement. Les ministres également sont en fuite.

Ce matin le gouvernement provisoire a transféré son siège de Rastatt à Carlsruhe. Il prend les dispositions les plus vigoureuses pour assurer la défense et le succès de la grande et noble cause confiée à son patriotisme. On assure que son premier soin va être de remplacer tous les fonctionnaires salariés par des citoyens dévoués à la révolution; sa résolution énergique ne reculera devant acte de vigueur capable de tenir en respect les tendances réactionnaires de l'aristocratie badoise. Aucun doute n'est plus possible sur la décision que prendra la Constituante qui va être convoquée: elle proclamera la République en même temps que la Bavière-Rénane, avec laquelle elle ne formera dès lors qu'un seul Etat, auquel viendront se joindre les autres provinces du Rhin, à mesure qu'elles seront affranchies.

A l'heure qu'il est, la révolution s'étend sur toutes les parties du grand-duché, et l'armée entière, sans exception, est dans le camp de la démocratie. A Mannheim, à Heidelberg il règne un enthousiasme digne d'admiration, et l'on se prépare dans ces villes à repousser toute attaque de la part des Prussiens. A Bruchsal le Peuple et la garnison ont spontanément fait l'attaque de la prison cellulaire, d'où ils ont délivré tous les détenus politiques, dont Bronsted et le Bourgmestre de Mulheim.

On annonce que Darmstadt est en insurrection depuis ce matin, et que ce matin aussi le sang a coulé dans les rues de Francfort. La gauche étant en majorité à l'Assemblée de Francfort, si elle devait courir le moindre danger, elle viendrait établir son siège à Rastatt, cette forteresse de la confédération que la sainte-alliance vient d'achever avec l'argent de la France, tout exprès, dirait-on, pour favoriser la lutte de la liberté contre la tyrannie.

Ce mouvement d'Allemagne est magnifique; ce Peuple armé, enthousiaste jusqu'au délire, prêt au combat, libre et fier de sa liberté; ces jeunes militaires munis de faux à côté des *Turner*, à côté des étudiants la carabine sur l'épaule, ces vieillards avec le fusil de munition marchant avec les jeunes hommes comme pour leur donner l'exemple du courage civique, tout cela est grand, beau, enivrant, tout cela rappelle l'immortel élan de notre première révolution. Il est des réactionnaires optimistes qui ne veulent pas croire que l'heure de la démocratie a sonné; qu'ils aillent voir le mouvement révolutionnaire de l'Allemagne méridionale, et ils se désabuseront. Leur aveugle résistance ne servira qu'à faire éclater avec plus d'énergie l'irrésistible triomphe de notre Sainte cause.

SAXE. Il nous arrive de Dresde des détails intéressants sur l'issue de la lutte qui a eu lieu dans cette ville. Un témoin oculaire digne de foi nous annonce que la retraite du gouvernement de Dresde à Freiberg a eu lieu au milieu de 3,000 bayonnettes, ou, ainsi qu'à Chemnitz, plus de 16,000 hommes armés se sont rassemblés, étant décidés à continuer une guerre de guérillas. Ainsi la guerre civile en Saxe ne fait que commencer. Pour protéger la retraite, les prolétaires et les ouvriers de Dresde sont restés sur le champ de bataille où plusieurs centaines d'entre eux ont été fait prisonniers par la soldatesque. Heinge a été fait prisonnier dans une reconnaissance où il s'était trop avancé. C'est principalement cette circonstance qui a décidé le gouvernement provisoire de renoncer à la lutte dans Dresde. Il paraît certain que les troupes n'ont pas eu de pitié ni pour les inoffensifs ni pour les blessés. Les rapports officiels de l'*Indicateur de l'Etat* et des journaux ministériels l'avaient eux-mêmes. En les transportant, les prisonniers n'auraient échappé à une mort certaine qu'avec beaucoup de peine. On raconte que les gymnastiques (*Turner*), après qu'ils avaient

fendaient avec acharnement eût été prise d'assaut, ont été lancés dans la rue depuis le troisième étage au bout des bayonnettes!

Dernières nouvelles d'Allemagne. — Les Russes s'approchent de Vienne et les Hongrois aussi. Le jeune empereur est allé à la rencontre du généralissime Paskewitch pour le complimenter. Les flatteries que le roi de Bavière a adressées à ses soldats n'ont pas eu beaucoup de succès; la garnison de Munich a unanimement refusé de camper hors la ville. Le vicair général Jean a également adressé un appel aux soldats allemands et les a invités à rester fidèles à leurs princes, mais en vain; à l'exception des Prussiens, les troupes se déclarent partout pour le Peuple. La ville d'Elberfeld dans la Prusse-Rhénane n'a pas encore été attaquée par les royalistes; les démocrates ont pris d'assaut les deux grands arsenaux de Solingen et de Siegbourg et ont distribué les armes. Le 13, le grand-duc de Bade a pris la fuite avec ses chers ministres; tout le duché reconnaît la République fédérative.

FAITS DIVERS.

On nous écrit de Versailles :

« Encore un de ces mille faits de détail violateurs des droits consacrés par la Constitution et par lesquels les honnêtes modérés affaiblissent à l'avance l'Assemblée législative.

« Dimanche, à la porte d'un collège électoral où, de part et d'autres, des citoyens distribuait, selon leurs opinions, des bulletins tout préparés et joignaient leurs motifs politiques à leur offre, un citoyen qui engageait un de ses compatriotes à voter pour les candidats démocrates, s'est vu menacé par un agent de police d'ARRESTATION s'il persistait à faire de la propagande!

« La Constitution et la loi électorale vous donnent le moyen de poursuivre devant les tribunaux les citoyens ou les fonctionnaires qui attentent soit à la liberté du vote, soit à l'exactitude du dépouillement du scrutin. Dès que les faits nous seraient prouvés, nous n'y manquerions donc pas; et si, ce que nous ne croyons pas, une justice indulgente ne frappait pas les coupables, ils seraient toujours flétris dans l'opinion des hommes loyaux de tous les partis. Cela nous rappelle que nous attendons toujours les poursuites dirigées contre les honnêtes modérés, parlons sans ironie, contre les malfaiteurs qui, furieux de les voir si bien accueillis, ont, à Sévres, assailli les membres du comité électoral versaillais et les candidats démocrates. »

— Il semble que le choléra ait atteint, depuis quelques jours, son *sumum* qu'il ne peut pas dépasser. Nous sommes donc arrivés à une espèce de temps d'arrêt, autour duquel se produisent des fluctuations variées; mais, comme nous l'avons dit dans notre dernier bulletin, la tendance de l'épidémie paraît être plutôt à la décroissance qu'à l'augmentation.

Dans la journée de vendredi, 11 mai, les hôpitaux civils ont reçu 158 cholériques et en ont perdu 45.

Dans la journée de samedi, 12 mai, 161 entrées et 32 décès.

Dans la journée de dimanche, 13 mai, 106 entrées et 54 décès.

En somme, dans les trois jours qui se sont écoulés depuis notre dernier numéro, les hôpitaux civils ont reçu 425 cholériques, et en ont perdu 131. C'est donc à peu près 141 entrées et 43 décès par jour, c'est-à-dire un chiffre un peu moins élevé que celui de notre dernier bulletin, qui était en moyenne de 153 entrées et 65 décès.

Ce qui est plus rassurant, c'est que non-seulement, dans ces trois derniers jours, le chiffre des entrées n'a jamais atteint celui du 5 mai, mais encore le nombre des sorties, c'est-à-dire celui des guérisons complètes, a dépassé de beaucoup celui des décès. Les hôpitaux civils ont eu 131 décès; mais 211 malades sont sortis parfaitement guéris.

(Union médicale.)

— La dépêche télégraphique adressée au préfet de la Loire-Inférieure au sujet du vote de vendredi dernier est conçue comme celle envoyée au préfet de la Somme, mais elle se termine ainsi: « Donnez la plus grande publicité à cette dépêche. Vous recevrez, s'il est possible, les noms des votants. »

— Le cit. Lacave-Laplagne, ancien ministre des finances, est décédé hier soir, rue Castiglione, 8, à Paris; il a succombé à une attaque de goutte remontée.

— Les troubles qui avaient éclaté à Blaye parmi les gardes mobiles qui y sont casernés ont cessé. Les journaux de Bordeaux annoncent que le 12 un bataillon du 45^e rentrait en ville en colonne serrée, conduisant au milieu de ses rangs une vingtaine de jeunes gardes mobiles.

(Le Crédit.)

— Le cit. Signard a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une pétition des habitants des communes de Jussey et Méreecourt, arrondissement de Vesoul (Haute-Saône), lesquels, au nombre de 400, demandent la mise en accusation de Louis Bonaparte, président de la République et des ministres.

— Il a été décidé que le budget de l'intérieur paierait au cit. Emile Thomas, sculpteur, la façon d'un buste du président de la République et que le budget de la guerre fournirait en nature le bronze nécessaire à cette illustration. Pour le côté sérieux de l'affaire, cette double attribution de fonds est un retour de plus vers les usages de la monarchie.

Mais voici le côté facétieux: le canon scié pour fournir le bronze s'appellerait le duc de Nemours. Voilà une charmante galanterie de M. Ruilhères, le royaliste.

Souscription recueillie dans les bureaux du RÉPUBLICAIN pour la distribution gratuite du journal dans l'armée et dans les campagnes.

Souscription des Compositeurs du RÉPUBLICAIN, 15 fr. 50 c.
Souscription faite dans le Comité électoral démocratique de Vaise, 20 fr.

Souscription recueillie par le cit. Ruby fils.

Barbier, 20 c. — Bonjour, 25 c. — Ruby père, 20 c. — Guichard, 50 c. — Guillot, 15 c. — Ruby fils, 25 c. — Un républicain, 20 c. — V. J., 50 c. — Un défenseur de la République, 20 c. — Un vorace, 20 c.

Un ennemi de tous les aristocrates, 15 c. — Un qui est plus républicain que la République, 20 c. — Un anonyme, pour faire marronner les carlistes, 20 c. — Un conserit rouge, 40 c. — Un rouge écarlate que les blancs ont fait changer, 25 c. — Un nouveau Brutus, partisan de ses vertus, 15 c. — Un républicain rouge, 50 c. — Troncy, 50 c. — Noire, 25 c. — Un républicain rouge, 15 c. — Veuve Borget, 20 c. — La veuve d'un républicain, 50 c. — Une franche républicaine, 15 c. — Bernachot, 25 c. — Total 6 fr. 20 c.

Souscription recueillie par le citoyen Vachon.

Un ami de Raspail, 25 c. — Un bon Dauphinois, 50 c. — F. Vachon, bon écrivain, 25 c. — Michelon, 50 c. — Vigouroux, 50 c. — Total: 2 francs.

Souscription recueillie par le citoyen Ravier.

Cotte, 10 c. — Devau, 10 c. — Tivolait, 25 c. — Colomb, 30 c. — Villierod, vorace, 10 c. — Berger, 10 c. — Coché, 10 c. — Serlin, 10 c. — Annette Perret, 10 c. — Chevalier, 10 c. — La cit. Rivale, 10 c. — Antonia, 10 c. — F. Jean, démocrate, 25 c. — L. F., républicain, 25 c. — Une républicaine, 50 c. — Un électeur à qui on a refusé sa carte, 25 c. — Un rép. qui n'a jamais voté pour les prétendants, 50 c. — Reliquat d'une noce chez Auray, 1 fr. — Un républicain de 1834, 2 fr. — Total: 6 fr. 50 c.

Souscription recueillie par le cit. RANCUREL.

Mandol, 30 c. — Roux, 50 c. — Crozié, 50 c. — Des, 50 c. — Berton, 10 c. — Pinet, 50 c. — Lemonnier, 25 c. — Anthier, 50 c. — Rancurel, 50 c. — Bomboy, 50 c. — Burel François, 50 c. — Rancurel, 50 c. — Une républicaine rouge, 25 c. — Genin Léonard, républicain, 25 c. — Deux républicaines, 55 c. — Souscription de la onzième série des ouvriers tisseurs de chales au quart, 75 c. — Bien Constant, vorace, 10 c. — Un aspirant vorace, ennemi du grand sabre, 10 c. — Une Savoisiennne, démocrate, 5 c. — Une jeune républicaine, 5 c. — Un ennemi des lampions sans mèche, 10 c. — Le frère Trouve-Bien, 10 c. — Ennemi juré des calottes et toute leur bande, et la bande à Galerne, 10 c. — Le citoyen Marrand, 10 c. — Un ex-garde mobile, ami du rasoir national, perruquier 10 c. — Un petit rouge de 12 ans, 10 c. — Total, 7 fr. 65.

Souscription recueillie chez le frère Bien-Gai, par le frère Passe-Bien.

Bonne-Nouvelle, rouge, 10 c. — Cardinal, 10 c. — Un rouge, 5 c. — Bourassier, 10 c. — Dresse-Bien, v. p. s., 10 c. — Un démocrate, 10 c. — Un républicain, 10 c. — L'ami de la justice, 10 c. — Chalet, 20 c. — Billion, 15 c. — Billion fils, 10 c. — Bulland, rép. 25 c. — Colin, rouge foncé, 15 c. — Bessenais, 10 c. — Royer, rouge, 10 c. — Basset, 25 c. — Coche, 10 c. — Gasteller, tout rouge, 5 c. — Bonheur, 15 c. — Bordage, 10 c. — Civet, 20 c. — Bonny, 10 c. — Chaballe, 15 c. — Bernard, rouge, 10 c. — Bonnet, 10 c. — Collonjat, 10 c. — Bardet, ex-chasseur d'Afrique, 10 c. — Un pur rouge, 10 c. — Un rouge, 10 c. — Mingard, 10 c. — Un ex-sergent de la mobile, 25 c. — Caire, 5 c. — Cardinal, 15 c. — Champard, 25 c. — Bonne-Faction, 5 c. — Champin-Bernardin, v. t. r., 15 c. — Colomb Claude, 20 c. — Bruyon, 10 c. — Burel Antoine, 5 c. — Clément, 20 c. — Un républicain du lendemain, 50 c. — Nugue, 25 c. — Blin, 10 c. — Carron, 5 c. — Couturier, 10 c. — Cippel 10 c. — Bonard, 10 c. — Gleize, 10 c. — Chamodon, 5 c. — Brunelle, 10 c. — Charvin, 10 c. — Commerçon, 20 c. — Bechat, 20 c. — Bayard, 20 c. — Auray, 10 c. — Total: 7 fr. 50 c.

Souscription recueillie chez le citoyen Romagnon, rue Dumenge.

Une républicaine rouge, 15 c. — Gamé, de la même couleur, 10 c. — Guilloies, républicain rouge, 25 c. — Vignon, dit le Vésuve, 10 c. — Chopin, 25 c. — Vaginay, pur républicain, 15 c. — Romagnon, 20 c. — Porte, vrai républicain rouge, 25 c. — Garagnon cadet, 15 c. — Fargeat, vrai républicain rouge, 10 c. — Durand, républicain rouge, 20 c. — Brun, républicain rouge, 15 c. — Roche, républicain rouge, 25 c. — Buiron, 5 c. — G., 10 c. — Décharane, 10 c. — Magnin, 50 c. — Total, 2 fr. 65 c.

Souscription recueillie par le citoyen Tavel.

Armas, républicain démocrate socialiste, 25 c. — Philippe, républicain rouge, 20 c. — Compère, socialiste, 15 c. — Fallery, républicain rouge, 10 c. — Batton, républicain rouge, 10 c. — Cerizolle, 10 c. — Villion, 10 c. — Souvras, 10 c. — Chomart, 10 c. — Edouard Rendu ami de tout ce qui est bien, 20 c. — Ballon, républicain socialiste de vieille date, 10 c. — Labbé, ami de l'humanité, 10 c. — Tarel, républicain infatigable, 20 c. — Dumoulin, rouge, 10 c. — Sautereau, dévoué à la République, 25 c. — Bruny, républicain rouge, 10 c. — Goyer, rouge excepté les cheveux, 15 c. — Un ami de la propagande démocratique, 25 c. — Buit, républicain rouge, 20 c. — Tavel, rouge, 10 c. — Dord, républicain socialiste, 40 c. — Un accusateur du pouvoir, 50 c. — Latreille, ami du fou de Ham, qui l'y reverra, 25 c. — Millet, communiste, 20 c. — J. Dervieux, ami de l'humanité, communiste, 20 c. — Des rouges, 35 c. — Total, 4 fr. 45 c.

Souscription recueillie dans le magasin d'épicerie de la rue Duviard.

Mlle Millet, 25 c. — Deux républicains, 50 c. — Une sœur vorace, 10 c. — Un républicain, 25 c. — Chaud, 5 c. — Total, 1 fr. 45 c.

Total 56 fr. 70

Total des listes précédentes, 4,829 fr. 67.

Total général. 4,886 fr. 57.

Le Gérant, BUREL.

Lyon. Impr. de Rodanet et comp., rue de l'Archevêché, 3.

Dépôts d'exemplaires de chaque numéros du RÉPUBLICAIN.

Ballay, libraire, rue de la République, 9. — Beuchillon; rue Grenette. — Mme veuve Bealem, rue des Bouchers, 8. — Repelin, côte des Carmélites, 20. — Mme veuve Laval, marchande de papeteries, Grande-Rue de la Croix-Rouge, 6. — Maringoni, rue de Trion. — Charavay, libraire, quai de l'Hôpital. — Charavay, libraire, galerie du Grand-Théâtre. — Barquet, cours Morand, 9. — Mme Rozet, libraire, rue de Sarron, 3.

Dimanche 20 mai,

SPECTACLE EXTRAORDINAIRE

AUX CHARPENTES, COURS VITTON, PRÈS LE PRÉ-AU-CLERC;

Grande Course et Combat de Taureaux sauvages venant de la Camargue.

Des Torréadors renommés donneront à ce genre de spectacle inconnu encore à Lyon, tout l'attrait et la variété possibles.

Le spectacle commencera à trois heures précises.

Prix des billets: Places réservées, 5 fr. Premières, 3 fr.

Secondes, 2 fr. Troisièmes, 1 fr.

On y trouvera tous les rafraichissements désirables à des prix modérés.

LE MANDATAIRE, Compagnie constituée pour le rachat des polices d'assurance sur la vie. — Le remboursement des titres de rente sur l'Etat. S'adresser à la Direction du département du Rhône, de 9 heures du matin à quatre heures du soir, rue Centrale, 14 au 2^e.